

PROJET RÉFÉRENT

Gestion du littoral ouest Africain - « Données historiques pour l'avenir des littoraux ouest africains » - WACA-F



OBJET DE L'OPÉRATION

Le Cerema coordonne le projet français WACA-F « Données historiques pour l'avenir des littoraux ouest africains » en lien avec le programme WACA initié par la Banque Mondiale.

WACA (West African Coastal Areas Management Program) est un programme de gestion intégrée du littoral ouest-africain. Il appuie, dans un premier temps, les efforts déployés par six pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Togo) pour améliorer la gestion de leurs ressources côtières. Le programme vise également à réduire les risques naturels et anthropiques auxquels sont exposés les communautés côtières.

Le projet français WACA-F vise à améliorer la connaissance des phénomènes d'inondations côtières, d'érosion côtière et de recul du trait de côte. Il met à disposition de 3 pays de la région - Sénégal, Bénin et Togo - des données cartographiques et des relevés bathymétriques anciens, ressources exceptionnelles et uniques pour la région. Le projet repose sur l'exploitation d'archives topographiques et hydrographiques (cartes marines, plans, minutes bathymétriques, photos aériennes) détenues par le [Shom](#) et l'[IGN](#). Il met à disposition ces données historiques du littoral sous forme numérique et géoréférencée pour permettre à la communauté scientifique et aux diverses autorités nationales de mieux appréhender la dynamique du littoral et en anticiper le devenir. Sur la base des données rassemblées, WACA-F accompagne les autorités et populations locales dans l'interprétation de ces informations et appuie ainsi la bonne conduite du projet et programme WACA de la Banque mondiale.

LES BESOINS DU CLIENT / PARTENAIRE

CONTACT

✉ dtecrem.cerema@cerema.fr

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

- Stratégies, résilience et projets de transition
- Observation, planification et gestion du littoral et de la mer

Un tiers environ des habitants d’Afrique de l’Ouest vivent sur le littoral, où la croissance démographique atteint 4 % par an. Les zones côtières sont à l’origine de 56 % du PIB de la région. Le volume annuel de la pêche légale dans les eaux ouest-africaines dépasse les 1,6 million de tonnes, soit une valeur de 2,5 milliards de dollars à la vente sur le marché de gros. Outre les activités halieutiques, on trouve aussi sur le littoral des villes de premier plan et des ports importants, ainsi que des agro-industries et des plateformes pétrolières.

Mais la pérennité et la productivité des écosystèmes côtiers ouest-africains est menacée. En cause : le développement d’infrastructures non durables, une gestion des ressources inadaptée et des habitats naturels toujours plus exposés aux diverses pollutions. Les conséquences du changement climatique, telles que l’élévation du niveau de la mer et son réchauffement, les glissements de terrain, les ondes de tempête et l’accroissement des inondations côtières, ajoutent à la vulnérabilité de la région. Par endroits, l’érosion côtière atteint plus de 10 mètres par an. Moins de 10 % des zones urbaines disposent de services d’évacuation des eaux usées, et entre 20 % et 30 % des mangroves ont été détruites ou abîmées au cours des vingt-cinq dernières années.

Face à ces enjeux économiques, environnementaux et sociaux, l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a lancé, en 2007, le Programme Régional de Lutte contre l’Erosion Côtière en Afrique de l’Ouest. En 2015, pour répondre à l’intensification des dégâts causés par le retrait du trait de côte en Afrique de l’Ouest, l’UEMOA a engagé une collaboration avec la [Banque mondiale](#), le [Fonds Nordique de Développement](#) et l’[UICN](#) (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). Cette collaboration a mené à la mise en place du programme WACA auquel la France contribue par le biais du projet WACA-F.

LA RÉPONSE DU CEREMA

Le Cerema apporte un Appui à Maîtrise d’ouvrage (AMO) aux services du Ministère de la Transition Ecologique et solidaire (MTES) en assurant la coordination des partenaires du projet WACA-F - Shom, IGN, [BRGM](#), Banque mondiale si nécessaire - et en lien avec le [Centre de suivi écologique](#) (CSE) de Dakar (Sénégal) ainsi que les acteurs institutionnels locaux - ministères en charge de l’environnement et de la mer des pays concernés par le projet WACA-F. Le Cerema réalise également des actions d’expertise ponctuelles pour fournir des avis sur des études pour le compte de la Banque mondiale, des comités techniques du projet et des partenaires locaux. Plus spécifiquement :

- **Le Cerema réalise une synthèse des sources de données et connaissances relatives au recul du trait de côte** disponibles sur deux à trois secteurs jugés prioritaires par le comité de pilotage : un par pays sur le littoral du Sénégal, du Bénin et du Togo. Ce travail permet notamment de fixer un cadre commun de travail autour des données partagées. Le projet exploite des fonds documentaires inédits, des cartes marines (plus de 200 ans) et des photos aériennes historiques (50 dernières années). Un indicateur de l’érosion côtière est testé pour le Sénégal sur la période 2000-2018.

- **Le Cerema développe un [portail internet](#) pour rendre disponible 2 000 photos aériennes numérisées.** Les ouvrages et aménagements littoraux visibles sur images satellites et susceptibles d'impacter directement le trait de côte sont identifiés. Sur cette base, le Cerema étudie des solutions pérennes pour faire face à l'érosion côtière, notamment les solutions fondées sur la nature.
- Avec ses partenaires le BRGM, l'IGN et le Shom, le Cerema assure la diffusion des résultats et leur valorisation: événements (séminaires scientifiques et techniques), documents techniques et de communication.

Sur la base de l'observation du littoral permise par le projet WACA-F, le Cerema contribuera à terme à mettre en place des systèmes d'alerte précoce, à alimenter les réflexions de la planification de l'aménagement des côtes et à appuyer des politiques pour des villes et territoires côtiers résilients.

LE CLIENT / PARTENAIRE PILOTE DU PROJET

Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)

Direction du Cerema Eau, Mer et Fleuves
Département Environnement et Risques

LE CALENDRIER

2017-2021

LE MONTANT

270 K€